

L'impossible radicalité du programme des candidats à la Présidentielle 2. L'Education Nationale

Posté le : 13 octobre 2026 14:28 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Humeur, Attitudes, Réforme, Economie et politique

Regardons maintenant la situation d'une autre fonction régaliennne : l'Education nationale.

Jusqu'en 1958, la tradition de la rentrée scolaire, notamment à Paris, voulait qu'il y ait des monômes et des cortèges étudiants. Les dégâts existaient mais ils étaient minimes. En général les étudiants en agronomie balançaient de la peinture sur quelques statues accueillantes et c'étaient tout. On privait parfois de son képi un agent de police aventureux. Le Rougevin de l'école des beaux-arts était une fête un peu plus débordante avec des excès de toute nature. Il ne détruisait rien. Seules les bonnes mœurs en prenaient un sérieux coup. Ce défolement durait peu et permettait de revenir à la normale sans délais ni difficultés.

Les monômes ont été supprimés lorsque le FLN en lutte avec l'ALN a commencé ses attentats dans Paris et que les partis de gauche ont détourné le défolement par les monômes pour en faire des manifestations politiques. Déjà !

Il n'y a plus de soupapes de défolement pour les mouvements estudiantins. Les mouvements actuels sont une occasion de remédier à ce manque pour une petite partie des participants. Ce qui est grave est qu'ils sont désormais pris en mains par les mouvements islamistes et l'extrême gauche raciste, anti blancs et antisémite, pour qui la destruction fait partie des moyens de conquête du pouvoir. Ce ne sont plus des monômes mais des exercices de conquête territoriale en vue de créer une wokistan et un islamistan où les forces à l'œuvre, Mélenchonistes, associations wokistes et surtout Frères Musulmans, encadrent des fillettes de 13 ans et les entraînent à crier des chansons idéalisant des tueurs comme Merah et Abdessalam sur fond de pillages et de destruction de bâtiments publics (et parfois privés) à hauteur de dizaines de millions d'Euros, avec le soutien explicite de certains syndicats de juges et de journalistes politisés des médias public.

Le pseudo gouvernement du président résiduel d'une République sans défense et ruinée, fruit des délires de M. Macron, ne peut et ne veut rien faire. Il désarme la police et câline les manifestants considérés comme « nos enfants », au milieu des saccages, des vols, des destructions de bâtiments publics, en faisant semblant de ne pas voir quels sont les mouvements à la manœuvre. Surtout pas de répression des voyous et des acteurs de méthodes terroristes de destruction massive. Le ministre de la prétendue « Education nationale », dont le visage démontre qu'il a l'habitude de se fourrer le doigt dans l'œil, découvre 3.000 enseignants perdus dans la gabegie administrative traditionnelle d'un ministère cogéré avec les syndicats et où l'incurie et le gauchisme sont les principes opérationnels. Un logiciel armé par l'IA aurait tout découvert ! De qui se moque-t-on ? Il suffit de voir comment fonctionne un service administratif d'université pour comprendre ce que « l'autogestion je-m'en-foutiste et gaucharde » veut dire. On y « travaille » en général « si on veut, quand on veut et comme on veut ». Personne n'est là pour incarner le travail bien fait et la responsabilité. Une autorité se manifesterait-elle qu'aussitôt son nom serait signalé au Canard Enchaîné avec une accusation de harcèlement voire plus. Comme partout dans l'Administration les

effectifs administratifs sont pléthoriques et féminisés à plus de 85% (c'était moins cher !). 47% des administratifs de l'EN ont pris des congés maladies d'environ 9 jours dans l'année scolaire 2024-2025. Simplifions : l'équivalent de la totalité de l'effectif prend une semaine d'absence en plus des congés légaux, déjà copieux (trois mois tout de même). Le travail y est tellement pénible ! Et toujours pendant la période des cours ! On comprend pourquoi M. Hollande a supprimé le non-remboursement des trois premiers jours d'absence pour petites maladies pour les fonctionnaires. Pour ceux qui veulent rire à gorge déployée (avant égorgement), il faut lire le Rapport d'information n° 621 (2023-2024), déposé le 22 mai 2024, avec un rapporteur LR : tout va très bien madame la Marquise. Juste un exemple : « Suite au suicide d'une directrice d'école en Seine-Saint-Denis en septembre 2019, révélateur du malaise d'une partie de la profession » on a décidé des mesures suivantes : « Pour tenir compte des difficultés croissantes du métier, la part indemnitaire de la rémunération des directeurs d'école a été revalorisée de 675 euros à partir de la rentrée 2022. Les décharges des directeurs d'école ont été augmentées ». Un suicide est la manifestation d'un malaise ! Le traitement du malaise est du fric et des décharges d'enseignement. Edouard Philippe a joué petit bras : il n'a proposé que des augmentations de salaires sans réduire le temps « devant les élèves ». Il faut dire qu'il est faible : de 16 h à 20 h par semaine, assez loin des 35 heures. Dans les statistiques, le travail de préparation des cours et de corrections des copies est déclaratif ! Plus vous êtes diplômés moins vous faites d'heures de cours. La récompense du savoir c'est de faire moins de cours que les nuls recrutés avec des notes de 4 ou 5 /20 ! Ce mi-temps pédagogique est tempéré par les absences administratives ou médicales. L'absentéisme des enseignants est de près de 10%, toujours pendant les périodes scolaires. Il s'y ajoute des congés parentaux en cas de naissances, de mariages ou de maladie d'un membre de la famille, voire d'un collègue (cela dépend de l'académie), la formation continue, les attentes d'affectation qui peuvent durer longtemps, très longtemps, le temps syndical. L'élève n'est absolument jamais considéré dans cette soupe syndicalo-bureaucratique où le Graal est de faire le moins de présence devant les élèves qu'il est possible. La réforme majeure serait de contractualiser tous les enseignants et de les payer à l'heure effective passée devant les élèves en leur laissant le choix du nombre d'heures.

Confronté à une baisse historique des effectifs à former, qui, au moins dans un premier temps, permet de réduire les besoins d'enseignants et de réduire les manques, le Ministère de l'EN s'est montré totalement incapable d'en profiter pour améliorer tout ce qui pouvait l'être. Le niveau a continué de s'effondrer, l'indiscipline des mauvais élèves à croître, la frustration des meilleurs à embellir, la pression islamiste à gagner du terrain, la violence à s'installer, le peu d'appétence pour l'enseignement à devenir endémique, justifié par le chaos disciplinaire pendant les cours et les menaces des parents islamiques. Les Nord-Africains et les Noirs en provenance de l'Afrique équatoriale sont devenus majoritaires dans toujours plus de classes et dans toujours plus de territoires. Les blancs minoritaires, notamment les fillettes, ont fini par se rallier à leurs manières de penser et de parler. Wesh alors ! Et d'agir. Brûler les écoles en France, ce que les enfants d'immigrés se garderaient bien de faire dans leur pays d'origine, est devenu un rite non sanctionné qui vient fixer spectaculairement les limites des territoires abandonnés de la République. Sauf qu'il faut maintenant y inclure le lycée Henri IV et la rue Saint Guillaume.

Il est vrai qu'on ne pratique plus le sport dans le secteur public, que les emplois du temps sont à trous, que la présence des enseignants dépend de leurs autres obligations administratives et de leur bonne volonté, qu'il manque du papier dans des toilettes souvent bouchées, et que l'élève-roi sombre dans les classements Pisa et risque de sombrer dans les procédures de Parcoursup, un système totalement biaisé de sélection sur critères anti-bourgeois inavoués. Ceux qui les ont trahis les guident désormais vers le pire, une vie ratée marquée par l'autodestruction.

Sans vraies réactions des dirigeants politiques. Et avec des réactions excessives des élèves piégés.

Non décidemment non ! Ne parlons pas de mesures radicales à venir. La complaisance traditionnelle

à la cogestion délétère avec des syndicats corporatistes trop puissants, le délitement administratif de cohortes d'incapables, l'omniprésence des forces gauchistes devenues wokistes, antisémites et pro-musulmanes, qui souhaitent toujours « déconstruire la société bourgeoise, blanche, viriliste et versaillaise, aussi bien dans les programmes que dans les notations, tout cela continuera. L'effondrement démographique aggravera tout.

Bien sûr, le « corps enseignant » se rend parfaitement compte que toutes les orientations délétères qu'il a défendues majoritairement se retournent contre lui. « Touche pas à mon pote » est devenu « pitié, cher « jeune » ne touche pas aux enseignants », égorgés par les islamistes, tabassés à l'occasion par des gamins et tirés au fusil de chasse par des détraqués. Il fallait ouvrir les « casernes » sur la rue. Les écoles collèges et lycées publics brûlent. Il fallait refuser les notes et la sélection. On a ouvert le système sur le vide, la frustration, la colère et la violence. Il fallait refuser l'expulsion des familles en situation irrégulière et la « répression xénophobe des immigrés roms, arabes et noirs », désarmer la police et tout ouvrir. On voit le résultat. Mais qui annonce le retour de la sélection, de l'ordre et de la loi ?

La sécurité et la formation des jeunes sont deux politiques régaliennes critiques qui ont été saccagées sciemment pendant 50 ans par des « élites » qui se sont dévoyées dans des idéologies toujours plus suicidaires pour la civilisation occidentale, qui sont bien en place et qui le resteront. Les élections présidentielles ne serviront à rien. Quand on voit que le désastreux président Macron et son médiocre Premier Ministre expliquent la crise scolaire par le Covid qui aurait rendu la jeunesse mentalement malade, et en tire la conclusion que la solution est de recruter plus de psychiatres à l'Education Nationale (alors qu'on a détruit par ailleurs la filière de formation médicale par le numerus clausus et qu'on vidé les asiles de fous) , ils projettent une image odieuse et méprisante sur la jeunesse qui ne va rien arranger, et s'exonèrent comme d'habitude de toute responsabilité.

Après les « sans dents » du président Hollande et « les gens qui ne sont rien » ou « les jeunes tarés » du président Macron, on sent tout de suite que le redressement est imminent et que la colère va s'évanouir.

Si on ajoute l'effondrement des finances publiques, la stagnation économique, la perte de souveraineté, la perte de compétitivité de nos entreprises, la destruction des institutions politiques et l'envolée destructrice de la fiscalité, on ne peut que constater que l'élection présidentielle, malgré les rodomontades de la cohorte pléthorique des candidats, ne seront qu'un épisode de plus de l'effondrement en cours.

Sauf miracle !